

ALIMENTATION ET SANTÉ

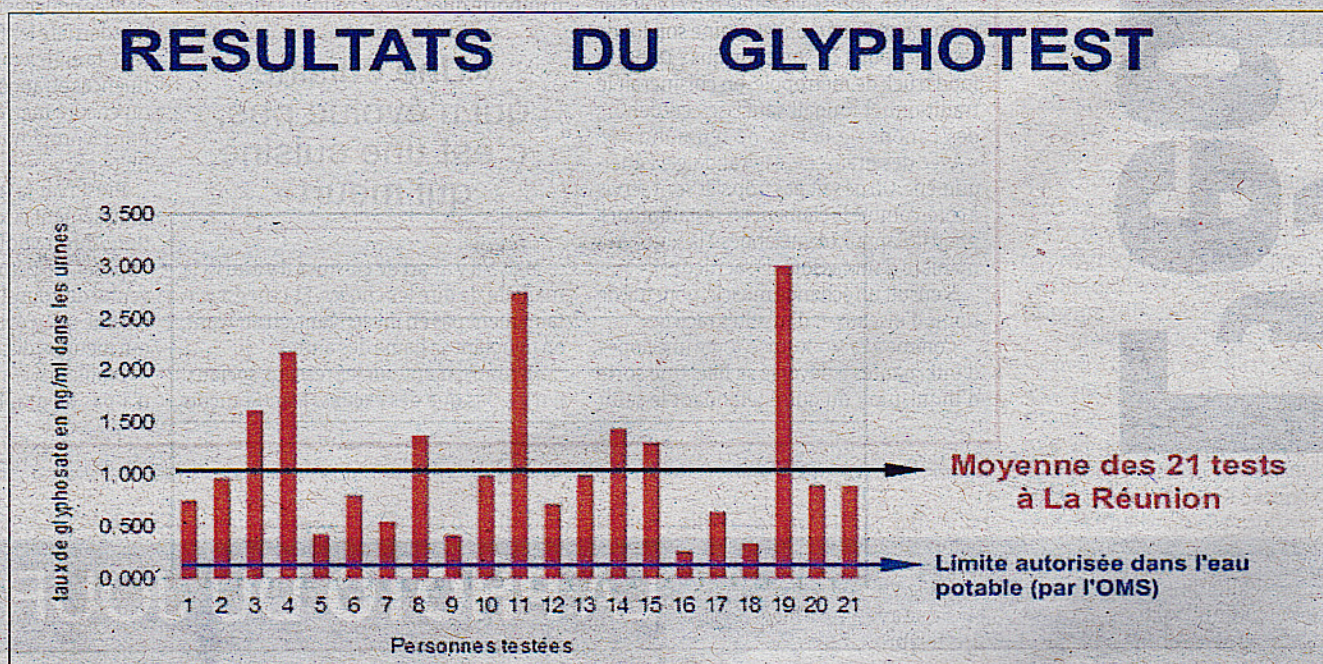
Glyphosate : « À moi la médaille de bronze ! »

Le 18 septembre dernier, un journaliste du Quotidien confiait une fiole d'urine au collectif écologiste réunionnais Oasis Réunion pour analyse. Les 21 prélèvements sont revenus d'Allemagne. Tous positifs. Comme les 6 500 tests réalisés en métropole.

Depuis maintenant plusieurs semaines, je sais que je suis positif. Mes urines confiées au laboratoire allemand Biocheck indiquent que le glyphosate est même très présent : « Les résultats de votre glyphotest : 2,18 nanogrammes/millilitre d'urine, soit pratiquement 22 fois plus que ce qui est toléré dans l'eau potable (0,1 ng/ml) et soit plus du double de la moyenne nationale », stipulait le mail reçu. J'ai le troisième taux le plus important ! La médaille de bronze et sans rien faire, sinon uriner dans l'éprouvette.

Où est la précaution ?

« En cas de risque de dommages graves ou irréversibles, l'absence de certitude scientifique absolue ne doit pas servir de prétexte pour remettre à plus tard l'adoption de mesures effectives visant à prévenir la dégradation de l'environnement », tel était formulé pour la première fois le principe de précaution dans le principe 15 de la Déclaration de Rio. Sang contaminé, vaches folles, médicaments douteux, les exemples ne manquent pas. Et pourtant, il faudra attendre 1998 et la loi Barnier qui inscrit le concept dans la loi française, puis en 2005 dans la Constitution. Le glyphosate concerne deux domaines se



Les 5 500 tests réalisés en métropole indiquaient un taux 10 fois supérieur au taux admis dans l'eau potable, à La Réunion, cette valeur est de 11 ! (Source Oasis Réunion)

rejoignant dans un troisième, et pas des moindres : l'agriculture se conjugue à l'alimentation et les deux doivent contribuer à la santé.

Il y a du glyphosate dans les deux premiers. Pour quelle santé ?

Aujourd'hui, le glyphosate se retrouve dans nos aliments, puis dans notre organisme. Aujourd'hui, il n'y a pas encore d'enquête précise faisant foi sur les conséquences du glyphosate, ni

sur ses interactions avec d'autres molécules.

Le doute suffit-il ?

Mais il y a un doute suffisant pour jouer la carte de la prudence, qu'on parle d'« improbabilité »

ou de suspicion d'être « cancérigène ». La campagne lancée par les écologistes est contestée. Soit. Pourtant, 21 tests positifs, ça signifie tout de même quelque chose, non ?

Oasis Réunion va poursuivre son action. D'autres tests vont être réalisés. Au final, entre 150 et 170 tests. À l'issue, le collectif affinerait les résultats, se souciant peu de la polémique. On pourra enfin voir de

plus près la perspective, en fonction des âges, sexes, professions et modes de vie des cobayes. Il est encore possible de participer à l'opération en s'inscrivant sur <https://oasis-reunion.bio> et au 0692 47 47 98 jusqu'au 10 novembre. Le collectif Oasis Réunion souhaiterait d'ailleurs la participation d'agriculteurs, en conventionnel ou en bio, peu importe.

Jean-Marc MAZUÉ

BERNARD ASTRUC, OASIS RÉUNION

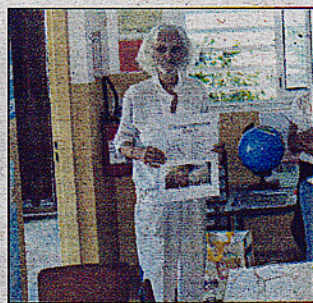
« Nous allons accentuer la pression »

– Beaucoup de personnes remettent en question la valeur des tests de la campagne menée par Oasis Réunion. Qu'avez-vous à dire à ce sujet ?

– Que la vérité n'est pas du goût de tout le monde. On peut effectivement remettre en question les taux relevés. Ça peut se discuter. Mais l'enseignement à retenir de ce test est le suivant : nous sommes tous glyphotés et nous n'avons pour le moment pas le choix, quels que soient nos choix de vie.

– Les détracteurs du test indiquent que l'une des cofondateurs du labo qui les a réalisés, Biocheck, en Allemagne, Monika Krüger, a clairement pris position pour l'arrêt du glyphosate et que Biocheck ne serait pas impartial. Qu'en pensez-vous ?

– Je comprends effectivement que ça puisse questionner des personnes, mais notre test recherche des doses plus fines, alors que nos détracteurs ont réalisé des tests recherchant des doses plus importantes. Si vous êtes en dessous de leur seuil, votre test est négatif, alors que vous avez quand même du glyphosate dans l'organisme. Biocheck était le seul à réaliser le test. Notre test est opposable. Il a une valeur juridique et ce n'est pas la dose qui fait le poison. Le Centre international de recherche sur le cancer (Circ) a qualifié le glyphosate de cancérigène probable. A



Bernard Astruc. (Photo P.E.)

quelle dose ? On ne le sait pas. C'est un doute suffisant pour appliquer le principe de précaution. Qui poserait sa tête sur le billot en garantissant que le glyphosate n'est pas un problème ?

– Et maintenant qu'on sait que tout le monde a du glyphosate dans le corps avec votre test, qu'est-ce qu'on fait ?

– On se met au travail et on met en place la seule façon d'en sortir pour que les Réunionnais accèdent à une nourriture saine, produite localement et de manière pay-sanne. La Réunion est le territoire idéal pour ce projet alternatif de vie. Il faut donner la possibilité aux agriculteurs d'être les acteurs de ce changement et de passer au bio. Si le législateur a décidé d'interdire le glyphosate sur le domaine public ainsi que chez les particuliers, c'est bien parce qu'il y a un risque. Il faut aller au bout de cette logique.

– Vous avez rédigé une lettre

pour demander au préfet qu'Oasis Réunion intègre le Comité régional de l'alimentation (Cralim). Pourquoi ?

– La Réunion a pris beaucoup de retard. Pour l'instant, le Comité régional de l'alimentation n'est pas opérationnel. Il y a eu quelques réunions en misouk. Les consommateurs n'y sont pas représentés. Oasis Réunion souhaite intégrer cette instance et veiller à ce que les objectifs fixés par la loi Egalim soient atteints. La loi Egalim prévoit des ajustements et on pourrait passer de 20% de restauration collective publique en bio à 10%, puis à 5%. Ce n'est plus de l'ajustement. Nous souhaitons que l'objectif de 20% soit maintenu, avec les moyens nécessaires d'y parvenir. Nous pensons que c'est la première manière d'améliorer la santé des Réunionnais. Nous sommes ce que nous mangeons.

– Quels sont les prochains rendez-vous d'Oasis Réunion ?

– Le jeudi 7 novembre, les glyphotests seront réalisés à Saint-Denis, puis le 14 à Saint-Paul et Saint-Gilles, et le 15 à Saint-Pierre. Ensuite, en fonction de nos finances, nous compléterons peut-être avec d'autres. L'objectif étant de disposer de 150 à 170 résultats environ. Nous aurons aussi une grosse manifestation à destination des jeunes le 8 décembre.

Propos recueillis par J.-M. M.

La guerre des tests

La campagne de tests au glyphosate organisée par les différentes associations militantes pour l'arrêt de l'agrochimie est basée sur une méthode dite « Elisa ». En réaction, certains agriculteurs se sentant visés par cette campagne ont organisé un contre-feu dans différentes régions de France. Mais les techniques employées, les doses recherchées et les résultats sont complètement différents.

Test Elisa : c'est un test qui se sert de la spécificité des anticorps pour détecter les molécules. Pour la campagne de glyphosate en métropole et à La Réunion, les tests ont été confiés au laboratoire allemand Biocheck. Ils sont tous revenus positifs. Le labo indique que les résultats (les taux) peuvent être faussés très légèrement à cause d'interactions avec de la lessive ou des détergents. Sans parler de

« dose », la méthode est simple : soit le glyphosate est présent, soit il ne l'est pas.

Spectrométrie de masse : les détracteurs des écologistes ont opté pour ce type de test et tous les résultats étaient négatifs. La chromatographie suivie d'une spectrographie de masse cherche à identifier la présence de glyphosate, mais en y intégrant un seuil. « Si le résultat est au-dessus, le test est positif ; s'il est en dessous, il est négatif, mais ce seuil est très élevé », indique Bernard Astruc (lire par ailleurs).

Selon un rapport belge (S. Goscinnny et V. Hanot, de l'Institut scientifique de santé publique, unité Pesticides), « comparé aux autres herbicides, le glyphosate est le plus difficile à analyser. L'origine de ces difficultés vient de ses propriétés physico-chimiques qui compliquent chaque étape de l'analyse ».



Lors de la campagne du test du glyphosate, à Saint-Denis. (Photo Jean-Marc Mazué)

Le fait du jour